

De Ségolène à Sarkozy, le mot «travail» envahit les discours.

La première déclare (19/08/2006): «*Ce sont des salariés bien payés, bien sécurisés sur leur contrat de travail qui sont des salariés motivés et donc qui fondent l'efficacité de l'économie*»; quant au second il envisage (22/6/2006) «*l'augmentation des salaires nets et la diminution des charges qui pénalisent le travail*» et émet le vœu que «*toutes les heures supplémentaires soient totalement exonérées d'impôts et de charges sociales*».

Le PCF, quant à lui, organise à l'automne des assises régionales sur l'emploi.

Emploi, travail, ces deux mots souvent utilisés l'un pour l'autre sont-ils équivalents ? L'emploi peut être défini comme « une activité de production de biens et de services rémunérés » ; on parle de recherche d'emplois, de suppression d'emplois (1500 depuis le début de l'année dans notre département).

A propos du «travail»... un point de vue de Christiane Carlin

Le travail a une autre signification, il recouvre ce que font les Hommes et les Femmes pour réaliser les tâches, suivre le processus qui leur sont imposés ; il peut être salarié ou bénévole, reconnu ou non (le travail domestique est encore bien souvent non considéré).

C'est par le travail que l'Homme apprivoise son environnement, transforme le monde et par ses actions, se transforme lui-même ; le travail est une activité central de la construction de l'Homme. Et pour travailler, nous mobilisons notre intelligence, nos savoirs, nos désirs, notre corps (chacun peut vérifier cette phrase) mais nous pouvons aussi penser à l'Histoire de l'Humanité, c'est bien par la mobilisation de son intelligence, par son travail, que l'Homme a

permis que la planète Terre soit ce qu'elle est aujourd'hui.

C'est cette mobilisation que l'exploitation ultra-libérale cherche à s'approprier. La pression, le manque d'effectifs, la surcharge de travail conjuguée à la peur de perdre la seule source de revenus lorsqu'on est salarié c'est à dire l'emploi font accepter l'inacceptable → le non respect des salariés, de leur santé (on peut citer les dégâts faits par l'amiante mais aussi les AT non déclarés comme accidents du travail...), la remise en cause du code du travail (qu'il nous faut, par la lutte, préserver)...

Alors OUI, débattons du travail et des emplois ; créons des emplois et exigeons que le travail puisse côtoyer les mots épanouissement de soi, plaisir au travail, santé, dignité, reconnaissance, respect...

C'est le sens que veulent donner les communistes aux assises pour l'emploi. → des emplois offrant du travail pour les Hommes, au service des Hommes et non au service du Capital, de l'argent.

Christiane Carlin

TREFIMETAUX: l'action se poursuit. Révélation sur le rôle d'une société boursière.

Malgré l'été, l'action s'est poursuivie à Sérifontaine pour la sauvegarde de l'emploi et du site industriel. Près de 2000 pétitions ont été déposées en Préfecture le 26 juillet par une délégation conduite par le Maire René Grousset et les responsables de la CGT.

M. George Buffet et Jacky Hénin ont interpellé le gouvernement sur ce dossier qui pose une nouvelle fois les questions de l'insécurité sociale pour les salariés, de l'avenir industriel du pays, du poids de la Finance. Après avoir imposé une réunion en Préfecture (où la collusion entre le Préfet, le député Mancel et les dirigeants de la société est apparue au grand jour mais où ceux-ci ont dû reconnaître la viabilité du site de Sérifontaine et accorder des délais supplémentaires aux experts du CE et la possibilité de se rendre sur les sites étrangers du groupe), les salariés, les élus et la population préparent une nouvelle

manifestation pour l'emploi, Samedi 9 septembre à 16H, à Sérifontaine.

Le PCF exige toute la lumière sur le rôle joué par la « société de financement » INTEK dont l'existence a été cachée jusqu'ici : or en 2005, Intek contrôlé par la « société de portefeuille » Quattrodue est devenu le principal actionnaire de la Generale Industrie Metallurgiche (GIM) société mère de la Societa Metallurgica Italiana (SMI) elle-même actionnaire unique de KME dont la filiale française est Tréfimétaux.

Or, la SMI annonce qu'elle va procéder à « un programme de réduction des coûts dont l'action portera jusqu'en 2007 », « mesures découlant de la restructuration de l'actionnariat de la GIM » où « INTEK est devenue le principal actionnaire » ; et le site de INTEK nous apprend que « les principaux critè-

res de sélection de INTEK » sont : « une durée prévisible de placement inférieure à trois ans » et « la possibilité concrète d'un retour élevé sur placement » : en clair, ce requin financier exige que ses placements financiers rapportent très vite et très gros ; à n'importe quel prix social ! Les comptes de INTEK au 31.12.05 nous apprennent d'ailleurs que le « taux de rentabilité des capitaux propres de la société est de 18% ».

Dans l'immédiat, le PCF demande au Préfet :

1. d'exiger l'ouverture de tous les comptes des sociétés financières propriétaires de Tréfimétaux
2. d'imposer un moratoire suspensif sur tous les licenciements tant que toutes les solutions permettant le maintien de l'emploi et du site industriel n'ont pas été prises en compte sérieusement
3. d'empêcher tout déménagement de machines